



HAL
open science

Autour des activités de deux Dudelangeois. Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris

Gérald Arboit

► To cite this version:

Gérald Arboit. Autour des activités de deux Dudelangeois. Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris. Mutations. Mémoires et perspectives du bassin minier, 2018. hal-04091233

HAL Id: hal-04091233

<https://hal.science/hal-04091233>

Submitted on 16 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Autour des activités de renseignement de deux Dudelangeois Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris

Gérald Arboit

En matière de renseignement, le recueil de l'information fait partie d'un processus itératif. Ce dernier a été schématisé aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale par Sherman Kent¹ sous la forme du « cycle du renseignement ». Il se décompose en quatre fonctions essentielles : la planification, ou définition des besoins par le décideur, le recueil de l'information, l'analyse par le service de renseignement, et la diffusion auprès du décideur, lui générant de nouvelles interrogations qui relancent le cycle. Toutefois, le moyen par lequel l'information récoltée par les agents est renvoyée au service pour qu'il lance l'analyse est rarement évoqué. Dans les archives et la littérature, il apparaît toujours en marge du renseignement d'origine humaine (HUMINT) ou d'origine technique (TECHINT). Dans le premier cas, on se situe au début du processus de recueil, au moment où l'agent remet ses informations à son officier traitant, dans le cadre de sa manipulation. On parle alors de « boîte aux lettres » (BAL), vivante ou morte, selon qu'un intermédiaire ou un élément du mobilier urbain est choisi. Dans l'autre cas, fortement influencé par l'époque et la distance où cette étape du « cycle de renseignement » a lieu, on entre dans le monde des interceptions de signal, qui concourent au renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT). Toutefois, la transmission entre un agent et son officier traitant n'y participe pas pleinement. En effet, le recueil de l'information ayant eu lieu préalablement à son

interception par la centrale du service de renseignement, seule sa transmission impose, en raison de l'éloignement, de recourir à ce moyen particulier.

Cela fut vrai à toutes les époques, et plus particulièrement dans les périodes de guerre où la démarcation entre un camp et l'autre est clairement définie. Ce fut pleinement le cas avec le Grand-Duché de Luxembourg, pendant la Première Guerre mondiale. Comment firent les agents alliés pour transmettre leurs données au-delà des lignes allemandes ? Des solutions techniques furent tentées. Les différents services de renseignement britanniques, celui du *Grand Headquarters (GHQ)* britannique, le *Military Intelligence (MI)*₁(b), opérant depuis la France, comme le *Secret Service Bureau (SSB)* ou *MI*₁(c), opérant depuis les Pays-Bas, tentèrent chacun de s'affranchir de la notion de distance. Le premier introduisit un agent par ballon, le sous-lieutenant belge Albert-Ernest Baschwitz², en juin 1918, sans penser initialement au moyen de transmettre les informations et de récupérer l'agent, autrement qu'au moyen d'une classique BAL³ ! Le second y pensa, mais négligea les conditions de sécurité y relatives. En effet, il dota un ingénieur luxembourgeois, nanti d'une commission de lieutenant britannique, recruté à Folkestone alors qu'il rentrait du Congo, de douze pigeons-voyageurs. L'officier fut parachuté fin mars 1918 dans le nord du pays, autour d'Ettelbruck⁴. Pourtant, il se produisit, un

¹ Kent, Sherman, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton: Princeton University Press, 1949; Jones, Milo L., et Silberzahn, Philippe, *Constructing Cassandra, Reframing Intelligence Failure at the CIA, 1947-2001*, Palo Alto: Stanford University Press, 2013.

² Académie royale des sciences d'Outre-Mer, *Biographie belge d'Outre-Mer*, VI, 1968, col. 35-36.

³ Morgan, Janet, *The Secret of Rue St Roch. Hope and Heroism Behind Enemy Lines in the First World*, Londres: Penguin, 2005, p. 67-170, 274-335.

⁴ Landau, Henry, *All's Fair. The Story of the British Secret Service*, New York: G.P. Putnam & Sons, 1934, p. 168-172. Il n'a pas été possible d'identifier cet officier prétendument appelé, par Landau, Steffens. Aucun ingénieur de ce nom ne servit au Congo belge.



Archives de la Ville de Dudelange, Mémoire collective, Fonds Jean-Pierre Conrardy, Emile Mayrisch au cœur de l'usine de Dudelange.

« certain incident (...) les Boches interceptèrent un télégramme », ce qui paraît moins probable, compte tenu des restrictions imposées aux communications, que la récupération d'un message sur un pigeon. Il n'en fallut pas plus pour que le capitaine Kersandt, chef de la *Zentralpolizeistelle* de Luxembourg, diligentât une enquête qui conduisit à dévoiler un espionnage de l'Entente.

La hâte du MI₁(c) à obtenir des informations stratégiques lui coûta le réseau M 300, d'abord au Grand-Duché, le 29 mars 1918, puis en Belgique⁵.

Les Dudelangeois Émile Mayrisch et Jean Nilles, l'un dirigeant internationalement connu du groupe sidérurgique luxembourgeois des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange

⁵ Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 304, Dansey à Bruce, 8 et 11 juillet 1918 ; Debruyne Emmanuel, « Une guerre secrète oubliée. Les "résistants" luxembourgeois face à l'occupant, 1914-1918 », Majerus Benoît et alii (dirs.), Guerre(s) au Luxembourg. Krieg(e) in Luxemburg. 1914-1918, Luxembourg : Cappybarabooks, 2014, p. 50-51.

(Arbed), l'autre obscur étudiant à Zurich, recoururent à des moyens plus classiques et plus opérationnels. Si l'étudiant ne fut qu'un simple agent au service du renseignement français, il apparaît à la lumière d'archives nouvellement découvertes que l'entrepreneur contribua à une véritable opération d'« intelligence économique ».

Un classique du renseignement : la « boîte aux lettres » vivante

Jean Nilles fut de ces Luxembourgeois que rien ne disposait, sinon un bouleversement des relations internationales, à se lancer dans ce que la morale populaire appelait déjà l'« espionnage ». Il avait vingt ans et se dirigeait vers un emploi dans l'entreprise familiale de passementerie. Son grand-père, Jean-Pierre Nilles, était un important marchand-tailleur de Dudelange⁶. Pourtant, le 5 août 1914, il partit pour Zurich afin d'y suivre les cours de l'*Eidgenössische Technische Hochschule* (École polytechnique)⁷. Seulement, il ne s'y inscrivit qu'à la rentrée universitaire 1915⁸ ! Dans l'intervalle, peut-être trouva-t-il un emploi pour financer sa prochaine scolarité ? Travailla-t-il au *St. Gotthard-Hotel* sur la Bahnhofstrasse ? En tout cas, ce fut là que descendit Paul Schroell, éditeur du plutôt libéral *Landwirt*

et du radical *Escher Journal*, le 22 février 1915. Ce publiciste francophile de Diekirch craignait une nouvelle arrestation par la police de l'occupant allemand⁹ et préféra s'évader. Le 4 avril 1915, sa femme vint lui rendre visite et, après avoir réglé la question des pouvoirs de l'imprimerie et des journaux, il fut décidé que Jean Nilles servirait de « boîte aux lettres ». Cet arrangement dura quatre mois, le temps que Paul Schroell reçût le cor anglais qu'il avait demandé, acheminé à Zurich par un futur étudiant en droit, Charles Hoffmann, descendu également au *St. Gotthard-Hotel* pour fuir la guerre¹¹, et organisât son nouveau séjour à Paris. Puis, en septembre, Nilles entama sa scolarité à l'École polytechnique zurichoise, dans la section des ingénieurs mécaniciens. Après deux années apparemment sans problèmes, il lui fallut trois inscriptions en dernière année pour valider son diplôme¹². Mieux, le 3 octobre 1917, il demanda au recteur de l'école l'autorisation de renoncer, temporairement, à s'inscrire aux cours de l'année universitaire qui venait de commencer. Deux jours plus tard, l'administration de l'école donnait son accord¹³. Ces soubresauts vinrent inévitablement de la vie clandestine de Nilles.

Depuis avril 1915, il servit de BAL pour Schroell en direction du Grand-Duché. Cela signifia que Jeanne Schroell écrivit depuis Ettelbruck à Nilles, ce dernier réexpédiant le

⁶ Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 44, du 1er juillet 1917, pp. 555. Archives nationales du Luxembourg, Microfilm, Dudelange, EC 334. Il était le fils de Nicolas Nilles, maître-tailleur, et de Catherine Gindt, ainsi que le frère de Jean-Pierre, né le 12 juillet 1891, et de Nicolas, né le 14 avril 1897.

⁷ Archives du service public fédéral Affaires étrangères (ASPF AE), Bruxelles, B1, Luxembourg, dossier général, 1916-1918, Sécurité nationale française [s.d.] (dernière date janvier 1918), jointe au Bulletin de renseignement n°682, 27 décembre 1918.

⁸ ETH-Bibliothek, Archive, SR2, Anhang 1916, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1916/17, p. 44.

⁹ Il avait été arrêté une première fois le 14 août 1914 pour activités anti-allemandes (deutschfeindliche Betätigung). Avec son directeur eschois, l'instituteur Frantz Clement, il avait été détenu au château Collart de Bettembourg, avant d'être transféré à Thionville, puis Coblenze. Le 16 septembre, les prisonniers avaient été libérés grâce à l'intervention du Ministre d'État Paul Eyschen auprès du Kaiser Wilhelm II lors de son passage à Luxembourg [ANL, FD 029/10, Schroell, Eyschen à Jeanne Schroell, 26 août 1914, mémoire d'Alice et Gabrielle Schroell, vers 1950 ; Mersch, Jules, « Paul Schroell », Mersch, Jules (dir.), Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours, 16, Luxembourg: Victor Buck, 1968, pp. 479-496 ; Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 114].

¹⁰ ANL, FD 029/10, mémoire [ci-dessus n. 9]. et Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 120.

¹¹ Rektorat der Universität Zürich, Die Matrikeledition der Universität Zürich, 1833-1924, <http://www.matrikel.uzh.ch/active/static/9619.htm> [consulté le 15 août 2018].

¹² ETH-Bibliothek, Archive, SR2: Anhang 1918, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1918/19, p. 52 ; Anhang 1919, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1919/20, p. 53 ; Anhang 1920, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1920/21, p. 53.

¹³ Ibid., Präsidialverfügungen 1917, Präsidialverfügung Nr. 500 vom 05.10.1917.

courrier à son destinataire effectif. Ce moyen servit à dérouter les possibles interceptions de courriers par les personnels de la *Zentralpolizeistelle* installés à la Poste centrale de Luxembourg, qui n'intervinrent d'ailleurs pas avant l'automne 1915¹⁴. En août, avec le passage à Paris et le recrutement de Schroell par le Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés, animé par l'ancien ministre de la France à Luxembourg, Armand Georges Joseph Mollard¹⁵, il semble que Nilles entra de plain-pied dans l'espionnage international au début de l'année 1916. De fait, sa mission de BAL évolua. Certes, il continua à recevoir les courriers de Jeanne Schroell, mais il commença en parallèle à faire remonter vers le Quai d'Orsay des informations ouvertes puisées dans les journaux luxembourgeois qui furent joints à ces correspondances ou qui arrivèrent à Zurich¹⁶. En août 1916, il rencontra le sergent Charles-Julien Jubert¹⁷, un ancien cycliste luxembourgeois actif dans le renseignement depuis l'avant-guerre, et le chef des services de sécurité du V^e Corps d'armée, François Louis Vecchierini, anciennement commissaire spécial des chemins de fer à Villerupt, en Meurthe-et-Moselle. Puis il semble qu'il rentra au Grand-Duché voir ses parents certes, mais peut-être également récolter de la documentation pour Mollard. Il retourna à Zurich où il opéra pour le compte du chef du deuxième bureau d'Annemasse, le colonel

Louis Gourguen. Il agit comme agent de pénétration des services allemands de Suisse. Mais il fut dénoncé par un agent russe, arrêté en Allemagne, et remis par ses employeurs allemands à la police helvétique en octobre 1917. Il ne fut pas expulsé lors de sa libération en février 1918, mais rempila pour le compte de la France. À la fin de l'été suivant, il rentra au Grand-Duché et ne revint à Zurich qu'après l'Armistice afin de terminer sa troisième année à l'*Eidgenössische Technische Hochschule*. Treize jours plus tard, il contactait l'attaché militaire de Belgique pour obtenir son secours financier¹⁸.

La mission de Nilles évolua dans une direction qui ne fut pas différente de celle qu'occupait une autre BAL, installée à Berne, utilisée par le Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés. Elle fut révélée au Grand-Duché par la retentissante affaire Noppeney (janvier-novembre 1915), du nom de l'avocat et journaliste Marcel Noppeney, agent d'influence recruté par Mollard peu après son arrivée à Luxembourg, en décembre 1913¹⁹. Cette ligne de renseignement disposa du concours d'« un ancien combattant de 1870, luxembourgeois, François Martin, résidant à Berne »²⁰. Dès le début de la guerre, cet anarchiste²¹ entra en contact avec l'Office officiel des renseignements, structure de services consulaires, qu'animait à Luxembourg le conseiller du gouvernement Léon Moutrier, et qui servait « principalement : 1. à donner,

¹⁴ Service historique de la Défense, département de l'armée de Terre (SHD/DAT), Vincennes, 7 N2 2429, Jubert à 2e Bureau, section allemande, 6 octobre 1915.

¹⁵ Mersch, Jules, « Paul Schroell », [ci-dessus n. 9], p. 486.

¹⁶ SHD/Département de l'armée de l'air (DA), 1 A 168, extraits de la *Luxemburger Zeitung*, 22 mai, et du *Landwirt*, 3 juin, recopiés et diffusés le 11 juin 1916 ; SHD/DAT, 7 N2 2429, lettre du 6 octobre 1915.

¹⁷ Né Allemand à Ottange le 6 mars 1873, devenu Luxembourgeois par son père le 30 janvier 1890 par décision de la Chambre des Députés et confirmation du Conseil d'État le lendemain [Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 12, du 8 mars 1890, loi du 5 février 1890 et arrêté gouvernemental du 5 mars 1890, p. 96-97]. Cycliste, président de l'Union cycliste luxembourgeoise en 1913-1914, il semble avoir profité de ses excursions dans l'Oesling pour réaliser des missions de renseignement au profit du vice-consul français Charles Michel d'Annoville, présent à Luxembourg du 9 novembre 1912, alors qu'il ne prit son poste que le 14 décembre suivant, jusqu'au 2 août 1914.

¹⁸ Archives du service public fédéral Affaires étrangères (ASPF AE), Bruxelles, B1, Luxembourg, dossier général, 1916-1918, lettre de Lefébure au ministre de la Guerre, au chef d'état-major de l'armée et au ministre belge à Berne, Fernand Peltzer, du 28 novembre 1918.

¹⁹ Cf. Arboit, Gérald, « Le procès Heinrich Wetz. Une affaire d'espionnage luxembourgeoise méconnue de la Première Guerre mondiale », *Annales de l'Est*, 2014, n° 2, p. 167-188.

²⁰ AGR, Fonds Broqueville, 43, Barbanson à Broqueville, 20 juin 1916.

²¹ Wehenkel, Henri, « Le Tour de France d'un typographe luxembourgeois », Wehenkel, Henri, (dir.), *Luxembourg-Paris-Luxembourg*, Luxembourg, 1871, migrations au temps de la commune. *Études d'histoire économique et sociale*, 1, Luxembourg : Musée d'histoire de la ville, 2001, p. 71-96 ; Ibid., « Monsieur François Martin, compagnon du Tour de France », Reuter, Antoinette, et Ruiz, Jean Philippe (dir.), *Retour de Babel*, 3, *Rester, être*, Gasperich : Ed. Retour de Babel, 2007, p. 34-36.

dans la mesure du possible, des renseignements et des conseils aux Français qui s'adresseront à vous ; 2. à leur accorder, en cas de nécessité dûment constatée, des secours ; 3. à pourvoir aux rapatriements qui deviendraient nécessaires dans la suite »²². Ainsi devint-il une « boîte aux lettres », mais au service des citoyens luxembourgeois. Proche de Schroell, il lança même, le 24 octobre 1914, un appel dans le *Landwirt* pour inviter le public à lui remettre ses missives pour la France. Ses allers-et-retours entre le Grand-Duché et la Suisse ne passèrent pas inaperçus. Noppeney signala Martin à Jubert qui profita d'un de ses séjours en Suisse, avant le printemps 1915, pour le recruter pour le compte du renseignement français. A ces fins, Martin se dota d'un coffre-fort à « la Banque Populaire suisse rue Christoffel Berne ». Il lui fut notamment utile lorsque Noppeney lui apporta, au cours des deux voyages qu'il fit à Berne, les fameux documents émanant de la Cour grand-ducale et des télégrammes recopiés à la Poste centrale de Luxembourg, destinés à incriminer la collaboration de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde avec l'occupant allemand pour mieux la remplacer par le roi des Belges, Albert 1^{er}.

Martin fut encore utilisé par Gaston Barbanson, administrateur des Arbed reconverti en animateur d'un « service secret » pour le compte du chef du Cabinet belge, Charles de Broqueville, sous la couverture de conseiller technique au service de l'habillement, en poste à Paris. Martin fut une BAL dans une opération similaire à celle de Noppeney, encore que cette fois il s'agit d'utiliser le matériel à charge contre

la grande-duchesse *Marie-Adélaïde de Luxembourg*²⁴. Barbanson recruta pour cela un « émissaire », le caporal luxembourgeois, volontaire de guerre au 20^e de ligne belge, Charles Arendt, qui faisait le même travail que Nilles, mais pour le Comité central de l'œuvre d'assistance aux prisonniers de guerre belges en Allemagne²⁵. Contrairement au Dudelangeois qui n'eût pour lui que ses connaissances linguistiques, Arendt était surtout le neveu du président de la Cour supérieure de justice à Luxembourg, Ernest Arendt, ce qui devait lui permettre d'accéder facilement à la documentation recherchée. Mais il en alla tout autrement après la nomination du conseiller d'État, le 6 décembre 1916, comme chargé d'affaires à Berlin²⁶. Finalement, l'« émissaire » de Barbanson se tourna vers un cousin de Marcel Noppeney, le second conseiller du gouvernement pour les chemins de fer Victor Noppeney. Cet homme discret, à la veille de prendre sa retraite²⁷, avait facilement accès aux copies des télégrammes qui figuraient dans les archives de l'État. Il ne resta plus à Charles Arendt qu'à les recopier²⁸. Hélas, leur exploitation par les Affaires étrangères démontra que « les télégrammes [ne fussent] pas très conclusifs » : L'opération devait durer deux mois³⁰ ; elle prit seize mois, traduction des pièces comprises³¹ !

Barbanson utilisa encore Martin pour reprendre contact avec « [s]on directeur général », l'autre Dudelangeois, Émile Mayrisch³². Quand bien même l'administrateur des Arbed évoqua ces rencontres avec Broqueville, il apparaît que celles-ci furent d'abord liées au fonc-

²² ANLux, AE-00439, lettre d'Eyschen à Moutrier du 12 août 1914.

²³ AGR, [ci-dessus n. 18].

²⁴ Arboit, Gérald, « Au service de la Grande Belgique. L'autre « Secret du Roi » », Cools Marc et alii (dirs.), 1915-2015, Het verhaal van de Belgische militaire inlichtingen- en veiligheidsdienst/L'histoire du service militaire et de sécurité belge, Bruxelles : Maklu, 2015, p. 203-224.

²⁵ Calmes, Christian, 1914-1919. Le Luxembourg au centre de l'annexionnisme belge, Luxembourg : Saint-Paul, 1976, p. 203.

²⁶ Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 94, 9 décembre 1916, p. 1408.

²⁷ Ibid., n° 16, 24 février 1917, p. 287.

²⁸ Archives du Service public fédéral des Affaires étrangères, Bruxelles (ASPF AE), B1, 1916-1918, Barbanson à Bassompierre, 1er décembre 1917.

²⁹ Ibid., Bassompierre [s.d.] sur le courrier du 1er décembre 1917.

³⁰ AGR, Fonds Broqueville, 43, Barbanson à Broqueville, 20 juin 1916

³¹ Ibid., 5 octobre 1917.

³² Ibid., 7 et 10 mai 1916.

tionnement des entreprises industrielles, et notamment à leur protection des bombardements alliés³³. La question est d'établir s'il s'agit d'un rendez-vous convenu à l'avance, c'est-à-dire au moment où Barbanson s'engagea dans l'armée belge, alors que rien ne l'y obligeait puisqu'il avait dépassé la limite d'âge et n'avait aucune commission d'officier. Tant qu'il ne sera pas possible de répondre affirmativement à cette question, il ne sera pas possible de déterminer le rôle de Martin. En juillet et en septembre 1915, fut-il une BAL de Barbanson ou de Mayrisch ? Autrement dit, l'utilisation d'une BAL française (l'agent Ernest Lamort – 3 F 60 – Luxembourgeois de Vitry-le-François, fut aussi attaché à Martin jusqu'à l'été 1916) pour le compte d'une initiative purement privée et luxembourgeoise d'« intelligence économique » discrédita-t-elle Martin, au prétexte que les Arbed furent perçues à Paris comme des « forges germano-luxembourgeoises » ? Dès octobre 1916, le service de renseignement de la V^e Armée française jugea cette source « peu sûre », faisant redondance avec des accusations à l'endroit de Mayrisch et des Arbed rapportées par un Lorrain ayant quitté le Luxembourg le 3 octobre et jugé « absolument sûr » par le renseignement français³⁶. Un élément évoqué par ce dernier semblait toutefois révéler une intention malfaisante, d'origine allemande ou, tout bonnement, belge³⁷. En effet, le Lorrain affecta à Dommeldange la production de « Nickelstahl » qu'un colonel belge prétendit également fabriquée à Dudelange, afin d'attester une activité militaire des Arbed et justifier la reprise des bombardements ! Il y a tout lieu de croire que cette accusation résulta d'une confusion des aciers spéciaux utilisés pour la production d'armement avec l'« acier électrique » produit à Dommeldange depuis 1908.

La rapidité de la transmission du renseignement

La disqualification de François Martin fut évidente, puisqu'elle amena, dès l'automne 1915, Barbanson à lui trouver un moyen plus sûr pour contacter Mayrisch. À moins qu'il ne s'agit plus simplement d'une volonté de s'émanciper du renseignement militaire pour mieux asseoir l'autonomie de l'opération d'« intelligence économique » des Arbed ? Fin octobre, il fit la connaissance d'un universitaire belge, Franz Cumont, qui donna une conférence à l'Institut de France. Cumont résidant habituellement en Italie, qui venait de rejoindre le camp de la Triple Alliance, leur rencontre put tout aussi bien avoir lieu lors du séjour italien de Barbanson au printemps précédent³⁸. Il n'y avait rien de commun entre ce distingué chercheur en histoire ancienne et ce rustique industriel déguisé en militaire, sinon leur adhésion au libéralisme ! C'est justement pourquoi Barbanson vit en lui « sa » nouvelle BAL. Après une longue et prudente observation, il écrivit à Cumont, fin février 1916. Il le fit surtout depuis l'Hôtel Beauséjour de Lausanne, où il était descendu quelques jours plus tôt pour rencontrer Mayrisch. Ainsi, les deux hommes évoquèrent ce changement de moyen de liaison au cours de leurs conversations !

Dans sa lettre du 25 février, Barbanson dévoila quelques traces de la méthode de recrutement utilisée. Le tutoiement laisse penser à une intimité de ces deux Belges expatriés : « Je viens te demander de me rendre un important service ». Par ailleurs, il ne put s'empêcher de recourir au levier du patriotisme : « Par les temps qui courent, il faut que chacun contribue, s'il le peut, à rendre service à notre mal-

³³ Cf. Arboit, Gérald, « Dans les soubresauts de la Grande Guerre : Bombardements, renseignement et affairisme au Luxembourg », Barthel, Charles, et Kirps, Josée, *Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*, 1, Luxembourg : Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman/Archives nationales de Luxembourg, 2009, p. 96-123.

³⁴ SHD/DAT, 6 N 20, « Les forges de Lorraine, de Luxembourg et de la Saar. Doit-on les bombarder ? », septembre 1915, p. 7. Cf. aussi SHD/DA, 1 A 134, Jubert, 3 août 1916.

³⁵ SHD/DAT, 7 N2 2647, 22 octobre 1916.

³⁶ Ibid., DA, 1 A 168.

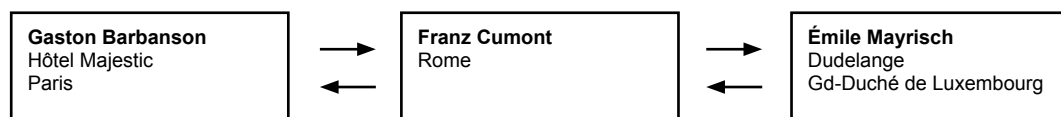
³⁷ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 2 novembre 1917. L'officier belge n'a pas pu être identifié, pas plus que sa démarche ne laissa de trace dans les archives militaires françaises.

³⁸ Ibid., Barbanson à Broqueville, 1er mars, 4 et 30 avril, 8 mai 1915. Bonnet, Corinne (éd.), *La correspondance scientifique de Franz Cumont conservée à l'Academia Belgica de Rome*, Bruxelles-Rome : Institut Historique Belge, 1997, p. 24.

heureux pays »³⁹. Une nouvelle lettre, datée du 27 février de l'industriel laisse penser que Cumont accepta d'emblée la proposition et le fit savoir à son interlocuteur par télégramme. Le projet de Barbanson fut justement d'utiliser Cumont comme d'un intermédiaire pour joindre le Grand-Duché de Luxembourg et inversement, depuis Dudelange, pour joindre Paris. Preuve que le projet n'était pas des plus aboutis, contrairement à une mission secrète à caractère militaire, Cumont attira l'attention de son interlocuteur sur la nécessité de libeller les

messages en allemand. « Cela va évidemment compliquer les choses », lui répondit Barbanson, révélant du même coup le caractère privé de l'opération⁴⁰. Celui-ci apparut clairement à propos des frais inhérents à l'envoi télégraphique, dont le remboursement fut promis « dès que la chose [fût] possible »⁴¹. Autrement dit, Barbanson établit cette BAL sur ses fonds privés, qui ne furent pas extensibles, et non sur ceux du « service secret » de Broqueville, quand bien même le chef du Cabinet fut régulièrement tenu au courant⁴².

Le processus de prise de rendez-vous entre Emile Mayrisch et Gaston Barbanson à compter de 1916⁴³



Par ce moyen, Barbanson et Mayrisch obtinrent une souplesse de communication, suivant un code qu'ils établirent vraisemblablement lors de leur rencontre qui s'acheva le 23 février 1916 à Lausanne. C'est aussi par cette voie que Barbanson apprit le bombardement de Sarrebruck le 13 août 1916⁴⁴. Évidemment, la BAL Cumont servit surtout à fixer des rendez-vous, comme le 5 décembre suivant ou le 5 juillet 1917, parfois sous forme d'une « demande de [s]e rendre d'urgence en Suisse pour y rencontrer » le directeur général technique de l'Arbed⁴⁵. D'autres fois, il s'agit aussi de décommander une rencontre pourtant prévue⁴⁶. Le texte de deux télégrammes adressés à Mayrisch est connu grâce

à Cumont, mais ils sont des plus laconiques. Le 27 février 1916, le premier signala seulement le « Résultat souhaité obtenu. S'il vous plaît, télégraphiez sous trois semaines au *Bernerhof* si entretien disponible⁴⁷. » Les deux dirigeants des Arbed se rencontrèrent le 5 mars suivant, soit six jours plus tard. Quelques jours après, le 11 mars, le second télégramme appela à un nouveau rendez-vous dans le luxueux hôtel de la capitale helvétique : « Je vous attends autour du 25 de ce mois ». La rencontre eut lieu du 23 au 25 mars. Entre autres discussions, Barbanson et Mayrisch décidèrent « de poursuivre le même système de correspondance »⁴⁸.

³⁹ Academia Belgica, Rome (AB), Archivio di Franz Cumont, Fonds Wanlin, Corrispondenza passiva (CP), 5702.

⁴⁰ Ibid., CP 5703, 27 février [1916].

⁴¹ Ibid., CP 5702.

⁴² AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville,

⁴³ Ibid., Barbanson à Broqueville, 5 août 1916 et 7 juillet 1917 ; AB, CP 5002 et 5704, Barbanson à Cumont, 25 février et 11 mars [1916].

⁴⁴ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 13 août 1916.

⁴⁵ Ibid., Barbanson à Broqueville, 5 décembre 1916.

⁴⁶ Ibid., 7, 10 et 11 mai 1916.

⁴⁷ AB, [ci-dessus n. 37], CP 5703.

⁴⁸ Ibid., CP 5704.

Les intermédiaires ayant permis les rencontres d'Emile Mayrisch et Gaston Barbanson en Suisse⁴⁹

Date de la rencontre	Durée de la rencontre	Moyen de rendez-vous
10 juillet 1915	24 heures	Martin ?
avant le 25 septembre 1915	?	Martin ?
5-10 décembre 1915	5 jours	Télégramme
avant le 23 février 1916	2 à 3 jours ?	?
5 au 8 ou 9 mars 1916	4 ou 5 jours	Cumont
23 au 25 mars 1916	2 jours	Cumont
entre le 22 mai au 5 juin 1917	?	Cumont ?
10 au 15 juillet 1917	5 jours	Cumont ?
15 décembre 1917	?	Cumont ?

Entre le 10 juillet 1915 et le 15 décembre 1917, Mayrisch et Barbanson se retrouvèrent au moins huit fois, notamment à Berne⁵⁰, à Lucerne ou à Neuchâtel⁵¹. Si l'entremise de Cumont ne semble pas certaine dans tous les cas au vu des archives disponibles, une indication pourrait la confirmer. Dans une lettre au secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique, l'universitaire affirma sa « résolution très ferme de ne plus accepter nulle part aucune fonction »⁵² autre que la recherche. L'absence de sources de part et d'autre plaiderait pour la continuation de cette activité de BAL qui semble avoir été à temps plein. En effet, Cumont n'eut pas uniquement à transférer les rendez-vous, mais également à permettre la circulation d'informations à caractère militaire, comme en témoigne la correspondance de Barbanson avec Broqueville, mais également, à n'en pas douter, des données économiques destinées aux futurs associés des Arbed, tant Eugène Schneider que Frédéric François-Marsal, l'un pour le patri-

moine sidérurgique allemand du Grand-Duché, l'autre pour la Banque Internationale à Luxembourg⁵³. De ce fait, il est probable que le professeur belge continua à servir d'intermédiaire à Mayrisch et Barbanson après décembre 1917 !

Bien que privée, cette BAL et les allers-retours avec la Suisse ne manquèrent pas de susciter l'attention de la *Zentralpolizeistelle*. Quelques visites à la Poste centrale de Luxembourg et peut-être une enquête de l'*Abteilung III B*, le service de renseignement allemand, bien implanté en Suisse, suffirent pour percer le mystère. En décembre 1915, c'est-à-dire à l'occasion du troisième voyage de Mayrisch, le colonel Richard Karl von Tessmar « savait déjà que c'était pour venir [...] retrouver » son actionnaire et ami⁵⁴. Cette indiscretion sonna comme un avertissement, ce qui amena les deux industriels à quitter l'artisanal François Martin pour l'inattendu et plus sûr Franz Cumont. Il est vrai que la BAL française fût citée au cours du procès Noppeney, qui défraya l'actualité au

⁴⁹ Arboit, Gérald, « Au service de la Grande Belgique. L'autre "Secret du Roi" » [ci-dessus n. 24], p. 211.

⁵⁰ AB, [ci-dessus n. 37], CP 5702 et 5703 ; ASPFAE, [ci-dessus n. 26], Nothomb, « Renseignements recueillis au cours de mon voyage en Suisse (15/7/17) », p. 6.

⁵¹ J. Schlumberger, Notes sur la vie littéraire. 1902-1968, éd. p. Mercier, Paris, Gallimard, 1999, p. 72.

⁵² Bonnet, Corinne (éd.), [ci-dessus n. 36], p. 26.

⁵³ Arboit Gérald, « Le financement de la sidérurgie luxembourgeoise (1911-1940) », Barthel, Charles, et Kirps, Josée, Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, 4, Luxembourg, Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman/Archives nationales de Luxembourg, 2014, p. 178-191.

⁵⁴ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 10 décembre 1915.



Archives du CDMH, Fonds tourisme, sous-fonds Suisse, carte postale Hôtel Bernerhof à Berne, sans date, vers 1900, sans auteur

moment où Mayrisch demanda ses passeports. L'avantage de Cumont fut qu'une enquête de routine des Allemands pût compter cet intellectuel belge comme un correspondant habituel d'Aline Mayrisch, l'épouse du Dudelangeois, et ne pas prêter attention, ni au contenu laconique, ni à la fréquence des échanges. La mise en place d'une *Paßzentrale* à Luxembourg, à partir du 15 avril 1916, sans compter les conséquences de l'affaire Noppeney, rendit plus difficile les déplacements vers la Suisse, restriction s'ajoutant aux mesures aléatoires de fermetures de la frontière. Mais elle n'empêcha pas légalement les communications télégraphiques⁵⁵. Dès le 11 mai, Mayrisch adressa à Cumont un message évoquant le nouveau bombardement des usines luxembourgeoises par l'aviation française⁵⁶... Il fit certainement la même chose un an plus tard. Le 22 mai 1917, Barbanson annonça tou-

tefois à Broqueville que son « directeur général [reçût] enfin (...) des Boches la permission de sortir de la prison »⁵⁷.

Pendant la Première Guerre mondiale, le principe de la « boîte aux lettres » vivante, et très certainement morte également, fut largement le moyen le plus utilisé pour la transmission du renseignement. Le démontre bien l'exemple des deux Dudelangeois, ce jeune Jean Nilles, qui fit d'abord office de BAL « privée » à Zurich pour Paul Schroeder, avant de plonger à sa suite dans le monde du renseignement, et cet industriel Émile Mayrisch, qui usa dans ses activités d'« intelligence économique » d'une autre BAL « privée », celle recrutée à Rome par son alter-ego Gaston Barbanson. Dans un cas comme dans l'autre, pour le service du renseignement français comme des Arbed, ce système ne fut jamais autre chose qu'un complément

⁵⁵ Altenhöner, Florian, « Total War-Total Control? German Military Intelligence on the Home Front, 1914-1919 », *The Journal of Intelligence History*, vol. 5, n° 2, hiver 2005, p. 64-69.

⁵⁶ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville.

⁵⁷ Ibid..

à l'activité de recueil de l'information. Pourtant, les circonstances du conflit, notamment sa durée et la rareté des BAL, imposa aux agents qui tinrent cette fonction de s'impliquer dans la production de renseignement, qui par l'analyse des sources ouvertes qu'offrait la presse luxembourgeoise, qui par la traduction vers le français, et certainement les déchiffrant, des télégrammes lui arrivant du Grand-Duché. Là encore, il ne s'agit que d'activités auxiliaires au recueil du renseignement.

La découverte de la correspondance, forcément incomplète, entre Barbanson et Franz Cumont incite toutefois à voir sous un autre angle la liaison qui s'établit à l'hiver 1915 avec Mayrisch. Si cette privatisation du renseignement économique avait déjà été perçue⁵⁸, il convient donc de la replacer dans le *Grand jeu* qui s'ouvrit au Grand-Duché après le 11 novembre 1918, mais dont les racines se trouvaient dans les relations que noua Barbanson à Paris. Si l'action pour réorienter les bombardements alliés vers des cibles plus proprement allemandes plutôt que luxembourgeoises, ne fut qu'un épiphénomène, la liaison permanente,

par moyens télégraphiques entre les deux animateurs des Arbed à partir de décembre 1915 remplaçait Émile Mayrisch au centre du processus décisionnaire. En effet, homme de l'entre-deux, il fut le seul à pouvoir analyser l'information en provenance de Berlin⁵⁹, Sarrebruck et, dans une moindre mesure, Paris⁶⁰. Cette découverte des liaisons télégraphiques permet également de mieux comprendre la portée de son avertissement, le 20 octobre 1917, à l'attention de ses collègues de la Commission d'étude des problèmes économiques posés par la guerre et ses conséquences éventuelles (CEPEGCE) sur « l'usage absolument discret qui s'impos[ât] à l'égard de ses communications » relatives aux informations venant de « ses relations à l'étranger »⁶¹. Il ne s'agissait pas uniquement de fanfalerie, mais bien du début d'une histoire qui vit les Arbed développer leurs capacités informationnelles durant l'entre-deux-guerres, notamment à travers leur comptoir commercial, cette Columeta pensée dès l'origine comme un « bureau central de renseignement »⁶², et ses dispositions pour faire face à une nouvelle « guerre civile européenne »⁶³.

⁵⁸ Arboit, Gérald, *Les réseaux du fer. Information, renseignement économique et sidérurgie luxembourgeoise face à la France, à la Belgique et à l'Allemagne (1911-1940)*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 2015, et « L'intelligence économique dans les bassins industriels », Eck, Jean-François, et Heuclin, Jean (dirs.), *Les bassins industriels des territoires occupés 1914-1918*, Valenciennes : Presses universitaires, 2016, p. 67-83.

⁵⁹ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 10 décembre 1915.

⁶⁰ Cf. son rapport « sur l'état de l'industrie au Grand-Duché de Luxembourg et la situation internationales » du 20 mars 1918 [Ibid., AE 466/3] et son compte-rendu de l'état de l'Allemagne du 12 octobre 1918 [Ibid., AE 466/8].

⁶¹ ANL, AE 466/8, procès-verbal de la réunion de la CEPEGCE du 20 octobre 1917, f. 139.

⁶² Arboit, Gérald, « Un comptoir de vente particulier : Columeta », Barthel, Charles, et alii (dir.), *Les mutations de la sidérurgie mondiale du XX^e siècle à nos jours*, Bruxelles : Peter Lang, 2014, p. 199-222.

⁶³ Arboit, Gérald, *Les réseaux du fer*, [ci-dessus n. 56], p. 249-250.